Contre le néolibéralisme, après l’Union européenne…

Le 18-11-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par le Parti de la démondialisation
Le 18 juin 2020

L'Union européenne, en raison de ses fragilités structurelles et de ses contradictions internes, ne pourra pas résister au prochain tremblement de terre mondial. La pandémie de Covid-19 a, en effet, mis en évidence son incapacité totale à faire face à l'urgence et à se ‘'réformer''. Sa fuite en avant n'est qu'un moyen de prolonger son agonie. Et l'aléatoire Recovery fund n'y changera rien.

On peut se réjouir de l'élargissement de la prise de conscience des populations qui ont eu à subir l'irruption du Covid-19 et ont assisté à l'incurie européenne et aux conséquences des politiques néolibérales : désindustrialisation, délocalisations, assujettissement au libre-échange et ainsi à la perte de contrôle sur la production de produits essentiels pour la santé (entre autres) et la mise en péril de la vie des soignants démunis de protection et de matériel qui, contre vents et marées, ont continué de prodiguer des soins au sein des hôpitaux publics.

Viendra donc inéluctablement le temps d'un "après Union européenne ». Mais encore faut-il que le mouvement qui fera sombrer cette institution supranationale, véritable arme de guerre contre les droits sociaux et la démocratie, entraîne dans le naufrage le néolibéralisme. Seule issue pour la reconquête de la souveraineté nationale et populaire et la mise en œuvre de politiques utiles aux peuples.

Vous trouverez ci-dessous la déclaration de la Coordination européenne pour la sortie de l'Union européenne, de l'euro, de l'Otan et du néolibéralisme, signée également par plusieurs organisations et personnalités allemandes, autrichiennes, espagnoles, françaises, grecques, italiennes.

DECLARATION COMMUNE :

La pandémie de Covid-19 a déclenché une «tempête mondiale intégrale» et constitue un tournant historique. La boîte de Pandore a été ouverte, tous les maux chroniques du système capitaliste hyperfinanciarisé sont apparus. Le spectre de la "stagnation du siècle" plane sur l'humanité. Avec le déclin de la mondialisation néolibérale, nous entrons dans une période de grandes turbulences et de catastrophes sociales qui peut aussi ouvrir de nouvelles opportunités de changement. Dans ce cadre le risque d'affrontement entre les partisans d'un pouvoir populaire et ceux d'un régime autoritaire est possible. Les bouleversements vont submerger les équilibres géopolitiques actuels, avec le risque d'un cataclysme dévastateur entre les grandes puissances.

L'Union européenne, en raison de ses fragilités structurelles et de ses contradictions internes, ne pourra pas résister au prochain tremblement de terre mondial. La pandémie de Covid-19 a, en effet, mis en évidence son incapacité totale à faire face à l'urgence et à se ‘'réformer''. L'Allemagne, véritable *domimium* de l'Union, n'a jamais cessé d'agir pour elle seule, s'obstinant à défendre ses règles ordolibérales rigides bien qu'elles se révèlent insoutenables. Ce dogme allemand et européen s'exerce au détriment des pays méditerranéens notamment.

C’est ce que nous dit le récent arrêt de la Cour constitutionnelle allemande

Pas d'eurobonds, c'est-à-dire pas de mutualisation de la dette. Alors que les outils existants (Banque européenne d’investissement BEI, Plan de soutien pour atténuer les risques de chômage en cas d’urgence SURE, Mécanisme européen de stabilité MES) sont comme la corde qui supporte le pendu. Car, en fait, il s’agit de prêts, donc de nouvelles dettes pour des États dont les titres sont déjà considérés comme indésirables. Pis encore: pour accéder à ces prêts, les pays devront accepter des conditions strictes, parmi lesquelles l’éventualité d'être placés sous étroite surveillance voire sous protectorat. Cela les soumettrait, principalement l'Italie, à de fortes tensions sociales et politiques, tensions qui pourraient les amener à vouloir sortir de la prison de l’euro.

Cette fuite en avant de l’Union européenne n’est qu’un moyen de prolonger son agonie. Et l’aléatoire Recovery fund (Fonds de récupération) n’y changera rien

La proposition de Mario Draghi, conçue dans le cadre d'une vision libérale classique, consisterait à permettre à la BCE d’agir comme toutes les autres banques centrales, comme prêteur en dernier ressort, c’est-à-dire de créer d'énormes liquidités en espérant relancer l’économie. Ce n’est pas une alternative à la dette puisque la banque centrale financerait les États via les banques privées. Les États devraient alors rembourser les prêts en prenant en charge les faillites du secteur privé. Le principe est connu : nationalisation des pertes et privatisation des bénéfices !

Pourtant, liés par un véritable pacte de sang, les secteurs dominants et transeuropéens du capitalisme, au nom du dogme monétariste selon lequel la monnaie doit rester un bien rare, ont exclu cette possibilité. La raison de cette obstination est claire : c'est l'idée selon laquelle la politique monétaire est indépendante, qu'elle n'est pas une politique fiscale et qu’elle n'a pas de lourdes répercussions sociales. Pour les dominants, l'effet de levier monétaire doit rester une arme pour soumettre les masses populaires et pour diviser les salariés pour les faire travailler comme des esclaves.

Les différents pays, menacés par l’augmentation de leur dette, ne sortiront pas du chaos avec des demi-mesures ni avec des manœuvres d'ingénierie financière et / ou monétaire, si vertueuses qu’elles apparaissent. Les pays ne peuvent en sortir qu’en attribuant un nouveau rôle à l'État, qui doit prendre le contrôle non seulement de la monnaie et du système bancaire, mais aussi des principaux moyens de production et d'échange.

Le secteur privé qui n’oriente et n’investit ses ressources qu’à l’unique condition d'obtenir à court terme un taux de profit avantageux, est aujourd’hui dans l’expectative. Or c’est précisément cette condition de rentabilité qui lui fait défaut dans le contexte actuel. C’est pourquoi il juge préférable de ralentir ses moteurs, quitte à plonger toute la société dans la catastrophe.

La rupture avec ce système est désormais incontournable

Les pays attaqués par la finance prédatrice ne peuvent sortir de cette crise générale, qu'en sortant de la double prison du néolibéralisme et de la mondialisation. Double prison dont l'Union européenne est une partie fondamentale. Les différents pays ne peuvent se sauver qu’en sortant des traités qui les maintiennent enchaînés, en reprenant leur souveraineté nationale, politique et monétaire et en empruntant la voie d’une économie publique, régulée et planifiée.

Ce n'est pas seulement un souhait mais une nécessité, d’autant que l'Union européenne sera impactée par cette crise générale et systémique. La désintégration de l'Union serait donc dans l'ordre des choses. Toutefois, ce qui surgira des cendres de l'Union européenne dépendra de nombreux facteurs encore imprévisibles. Mais il est certain que de nouvelles configurations et alliances verront le jour. Il est certain aussi que si les masses populaires ne se mobilisent pas socialement et politiquement, si l’on ne parvient pas à former à temps des fronts démocratiques et populaires puissants, des forces favorables à un capitalisme

national et / ou d’extrême droite pourraient profiter du chaos pour instaurer un pouvoir autoritaire.

C'est le défi qui se profile à l'horizon, il faut s’y préparer. Il faut donc construire, dans chaque pays, de puissantes alliances de masse, des instruments pour organiser et guider des mobilisations populaires radicales, afin que, de la faible résistance d’aujourd'hui, il devienne possible de passer à l’offensive.

L'enjeu, tôt ou tard, sera le pouvoir. Pour gagner, il faut avoir un programme de transformations profondes et larges visant à établir l'égalité sociale, la démocratie politique et les droits et les libertés. Chaque pays, compte tenu de ses racines historico-culturelles, des particularités de son tissu économique et social, suivra sa propre voie. En outre, il ne suffit pas que les États redeviennent souverains. Après avoir vaincu l'idéologie d'exploitation, de prédation et de privatisation du capitalisme, il faudra mettre en place un pouvoir populaire qui instaure la primauté de la propriété publique des secteurs stratégiques et planifie l'économie pour le bien commun de la collectivité.

Seuls les peuples libres de nations démocratiques et souveraines pourront établir des relations de solidarité mutuelle et, contre tout nationalisme revanchard et impérialiste, construire un nouvel ordre mondial basé sur le non alignement, le respect mutuel et la fraternité.

Le vent s’est levé, fixons le cap et faisons route toutes voiles dehors !

Organisations de la Coordination

Epam (Grèce)
Euro Exit (Autriche)
Frontiere (Italie)
Socialismo 21 (Espagne)
MPL - P101 (Italie)
Pardem (France)
Paremvasi (Grèce)
Coordinadora Salir del euro (Espagne)

Autres organisations

Partido socialista libre federación (Espagne)
Colectivo Prometeo (Espagne)
Liberiamo L’Italia (Italie)
Nuova Direzione (Italie)
SIAMO (Italie)
Riscossa Italia (Italie)
Devoir de résistance - La Sociale (France)
République Souveraine (France)
MS 21 (France)
Les Insoumis Démocrates (France)
Antikapitalistische Linke (Allemagne)

Personnalités

Rainer Brunath, pensionierter Chemiker, Hamburg (Allemagne)
Andreas Wisuschil, Anwalt, München (Allemagne)
Mustafa Ilhan, deutschkurdischer Aktivist, Aachen (Allemagne)
Annette Groth, ehemalige Abgeordnete des Bundestages Die Linke, Stuttgart (Allemagne)
Stefan Rossi, Aktivist Euroexit, München (Allemagne)
Thomas Zmrzly, gewerkschaftlicher Aktivist imGesundheitswesen, Duisburg (Allemagne)

Georg Gärtner, Diplom-Betriebswirt, Mönchengladbach (Allemagne)
Inge Höger, ehemalige Abgeordnete des Bundestages Die Linke (Allemagne)
Vorsitzende Die Linke NRW, Antikapitalistische Linke (AKL) (Allemagne)
Jürgen Aust, pensionierter Rechtsanwalt, Vorstandsmitglied (Allemagne)

Leo Xavier Gabriel, Politologe, Wien (Autriche)
Wilhelm Langthaler, Autor und Aktivist, Wien (Autriche)
Waltraud Schauer, Friedensaktivistin, Wien (Autriche)
Peter Bachmaier, Osteuropahistoriker, Wien (Autriche)
Leo Gabriel senior, Sozialanthropologe, Mitglied im Rat des Weltsozialforums, Wien (Autriche)
Markus Gartner, politischer Autor und Aktivist, Hornstein, Burgenland (Autriche)
Brigitte Lindner, Sozialwissenschaftlerin, Wien (Autriche)
Irina Vana, Soziologin, Wien (Autriche)
Boris Lechthaler, Solidarwerkstatt Österreich, Linz (Autriche)
Wolfgang Friedhuber, Aktivist, Graz (Autriche)

Javier Aguilera, abogado (Espagne)
José Aguza Rincón, sanitario (Espagne)
Jorge Alcazar, profesor (Espagne)
Alejandro Andreassi Cieri, Profesor (jubilado) Universitat Autónoma de Barcelona (Espagne)
Juan Balsera, jubilado Banca (Espagne)
Antonio Bujalance Cantero, sindicalista enseñanza (Espagne)
Rosa Cañadell Pascual, profesora y miembro de la XS21 (Espagne)
Rafael Carretero Moreno, profesor (Espagne)
Rafael del Castillo Gomáriz, profesor (Espagne)
Maite Cebrian, administrativa; Remedios Copa, jubilada sanidad (Espagne)
Remedios Copa, jubilada sanidad (Espagne)
Sergi Cutillas, economista (Espagne)
Ramón Franquesa, profesor economía Universidad Barcelona (Espagne)
Carlos García Hernández, editor (Espagne)
Ernesto Gómez, exvicepresidente portuarios de CCOO (Espagne)
Luis Miguel González López, economista (Espagne)
Eduardo Luque, periodista (Espagne)
José Manuel Mariscal Cifuentes, exsenador de Izquierda Unida (Espagne)
Carlos Martínez, politólogo (Espagne)
José Manuel Martínez Monereo, trabajador (Espagne)
Antonio J. Mayor, Doctor en economía (Espagne)
Stuart Medina, economista (Espagne)
Manolo Monereo, exdiputado de Unidos-Podemos (Espagne)
José Manuel Montes, cineasta (Espagne)
Pedro Montes, economista (Espagne)
Manuel Mulet Romero, graduado social (Espagne)
María Dolores Nieto, feminista (Espagne)
Rafael Pedrera, técnico (Espagne)
Silvio Peressini Prado, jubilado (Espagne)
Emilio Pizocaro, periodista (Espagne)
Juan Rivera, profesor (Espagne)
Rafael Robles, jubilado SAS (Espagne)
Rafael Juan Ruiz, técnico (Espagne)
Juan Vázquez Sanz, ingeniero (Espagne)
Diosdado Toledano, activista social (Espagne)

Michèle Dessenne (France)
Jacques Nikonoff (France)
Jacques Sapir (France)
Jacques Cotta (France
Denis Collin (France)
Djordje Kuzmanovic (France)
Patrice Hemet (France)
Patrick Richard (France)

Carlo Formenti (Italie)
Alessandro Visalli (Italie)
Tiziana Alterio (Italie)
Mauro Scardovelli (Italie)
Diego Fusaro (Italie)
Moreno Pasquinelli (Italie)

Le 19 juin se tient la réunion du Conseil européen avec "pour thème central le cadre financier pluriannuel et le plan de relance » Autrement dit la vérité des prix ou encore *« non, non, rien n'a changé, tout, tout a continué, hé hé »*...

Pour lire (en français) la LETTRE DE CONVOCATION A LA REUNION DU CONSEIL EUROPEEN DU 19 JUIN 2020 (en vidéoconférence) :

https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2020/06/16/invitation-letter-by-president-charles-michel-to-the-members-of-the-european-council-ahead-of-their-video-conference-on-19-june-2020/

Et son ordre du jour : https://www.consilium.europa.eu/fr/meetings/european-council/2020/06/19/

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire